



# CEROM

Comptes Économiques  
Rapides pour l'Outre-mer



## Comptes économiques rapides de La Réunion en 2019 La croissance se redresse légèrement

En 2019, la croissance se redresse légèrement à La Réunion : la progression du PIB en volume est de + 2,2 % après le décrochage de 2018 (+ 1,7 %). La consommation des ménages constitue le principal moteur de cette croissance après un fort ralentissement en 2018. La consommation des administrations et l'investissement se redressent également. En revanche, conséquence d'une consommation et d'un investissement dynamiques, la hausse des importations pèse négativement sur la croissance. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail s'améliore après une année 2018 où l'emploi public avait fortement baissé. Le pouvoir d'achat augmente fortement en 2019 (+ 2,7 % après + 0,7 % en 2018). En effet, le revenu disponible brut des ménages augmente de 3,1 %, porté par la hausse conjuguée des salaires et des prestations sociales. Simultanément, l'inflation est faible en 2019 (+ 0,4 % après + 1,8 % en 2018). Soutenu par un emploi salarié dynamique, le montant des salaires versés progresse (+ 3,3 %). Dans le même temps, les prestations sociales accélèrent, du fait notamment de la revalorisation et de l'élargissement de la prime d'activité mis en place dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales.

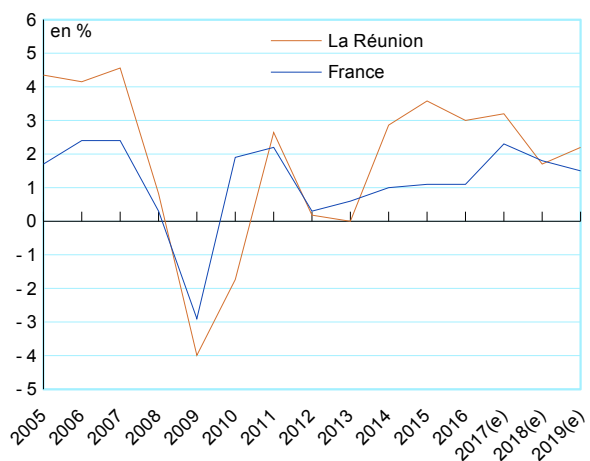
La croissance du **produit intérieur brut (PIB)** de **La Réunion** se redresse en 2019 : le PIB progresse de 2,2 % **en volume** après un décrochage en 2018. Mais il ne retrouve pas le rythme de croissance des années 2014 à 2017 qui avoisinait les 3 % (*figure 1*). La croissance s'accompagne d'une faible inflation en 2019 après une forte augmentation des prix en 2018.

Le PIB par habitant progresse de 2,5 % **en valeur** en 2019, soit au même rythme qu'au niveau national. Il s'établit ainsi à 22 900 euros par habitant et représente 64 % du niveau national.

**En France**, l'activité a de nouveau ralenti en 2019 (+ 1,5 % après + 1,8 %). Ce ralentissement est dû notamment à une dégradation des échanges extérieurs, qui contribuent négativement à la croissance (- 0,2 point après + 0,4 point). En revanche, la demande intérieure a nettement accéléré, soutenant la croissance (+ 2,2 points de contribution, après + 1,4 point en 2018). Cette accélération a été portée à la fois par les dépenses de consommation des ménages (+ 1,5 % en volume), des administrations publiques (+ 1,7 %) et par l'investissement total (+ 4,2 %).

### 1. Le PIB progresse de 2,2 % en volume en 2019

Évolution du taux de croissance du PIB en volume à La Réunion et en France



(e) : estimation. Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) - comptes régionaux définitifs jusqu'en 2016 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2017-2019).

**Dans l’océan Indien**, l’activité économique s’accroît à un rythme varié selon les pays. La croissance est quasi-nulle en Afrique du Sud et ralentit par rapport à 2018 en Inde, au Mozambique et aux Comores, tandis qu’elle se maintient à un niveau élevé à Madagascar et aux Seychelles. À Maurice, la croissance économique se tasse quelque peu (+ 3,5 % après + 3,8 % en 2018), tirée à la baisse par le recul de la fréquentation touristique (- 1,1 %).

### Le pouvoir d’achat individuel se redresse en 2019

Dans un contexte de faible inflation en 2019 (+ 0,4 % après + 1,8 % en 2018) et soutenu par un revenu disponible brut dynamique (+ 3,1 %), le pouvoir d’achat total des ménages progresse quatre fois plus vite qu’en 2018 (+ 2,7 % après + 0,7 %). Il est stimulé par l’accélération simultanée des revenus d’activité (+ 2,9 %) et des prestations sociales (+ 4,5 %). À l’arrêt en 2018, le pouvoir d’achat individuel des Réunionnais se renforce en 2019. Il progresse à un rythme supérieur à celui observé au niveau national (+ 2,5 % contre + 1,9 % - *figure 2*). Le revenu disponible brut s’élève à 18 300 euros par habitant sur l’île en 2019, soit comme en 2018 84 % du niveau national.

En 2019, 10,9 milliards d’euros de salaires sont versés à La Réunion. Ils constituent de nouveau les deux tiers des revenus des Réunionnais. Le total des salaires distribués augmente de 3,3 %, en accélération par rapport à 2018 (+ 2,2 %). En effet, l’emploi du secteur privé est dynamique en 2019 après une année 2018 maussade sur le marché du travail (*figure 3*). Ainsi la masse salariale augmente deux fois plus rapidement dans les secteurs marchands que dans les secteurs non marchands (+ 4,5 % contre + 2,1 %).

De leur côté, les emplois publics progressent de 1,2 % après deux années de recul liées à la chute du nombre de contrats aidés. Cette hausse est notamment liée à des créations de postes dans l’enseignement. Après une stagnation en 2018, le point d’indice progresse de 0,7 % à la suite des revalorisations annuelles des grilles indiciaires de l’accord PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations), dont la mise en œuvre initialement programmée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été reportée en 2019.

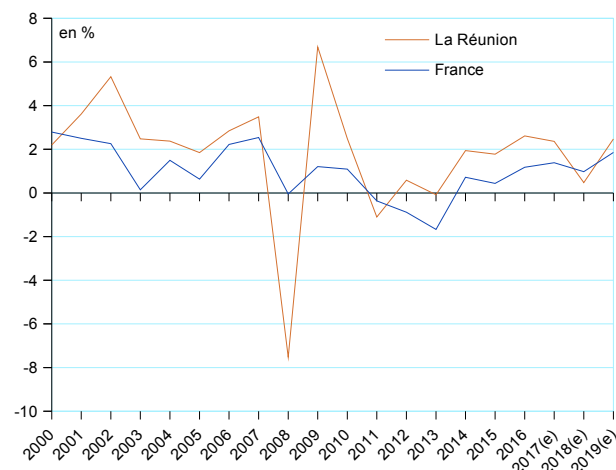
### Emploi salarié en hausse et chômage en repli

La bonne orientation de l’emploi salarié favorise en partie un repli du **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)**, - 3 points), qui s’établit à 21 %. Toutefois, cette baisse du chômage ne s’accompagne pas d’une augmentation du taux d’emploi, mais de sorties plus fréquentes du marché du travail. Ainsi, la population active diminue pour la quatrième année consécutive.

En 2019, La Réunion compte 7 000 nouvelles entreprises, soit 6 % de plus qu’en 2018. Les entreprises créées sous le régime de micro-entrepreneur augmentent particulièrement (+ 24 %). La plupart des secteurs d’activité contribuent à la croissance des créations d’entreprises, notamment celui des services aux particuliers (+ 13 %), ainsi que l’industrie (+ 11 %).

## 2. Le pouvoir d’achat individuel se redresse en 2019

Évolution du revenu disponible brut des ménages en volume par habitant



(e) estimation

Note : le revenu disponible brut des ménages est présenté ici hors opérations D4 (revenus de la propriété) en raison de la volatilité de ces opérations à La Réunion

Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) et comptes régionaux définitifs jusqu’en 2016 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2017-2019).

### Le montant des prestations sociales en forte hausse

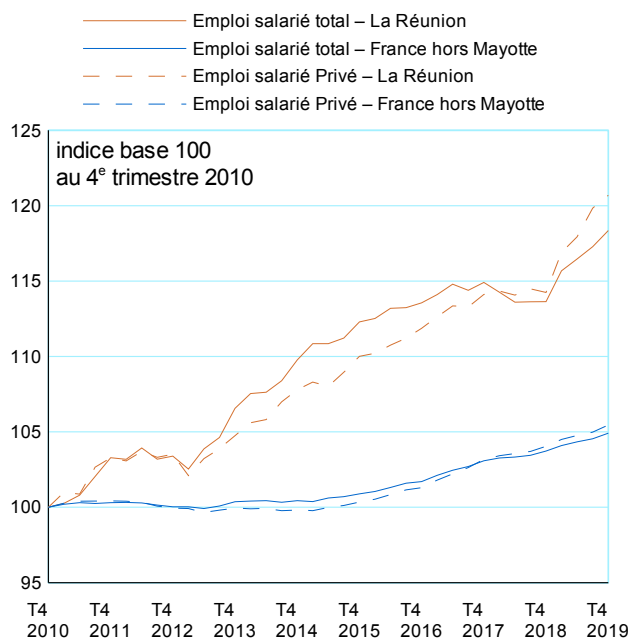
Les prestations sociales en espèce sont la deuxième source de revenus des Réunionnais. Elles augmentent de nouveau fortement en 2019 : + 4,5 % après + 4,3 % en 2018. Les montants versés par la Caisse d’allocation familiale (hors logement) augmentent de 7,2 % après une hausse de 3,9 % en 2018. La moitié de la hausse est portée par la réforme de la prime d’activité appliquée au 1<sup>er</sup> janvier 2019, dans le cadre des mesures d’urgence économiques et sociales consécutives au mouvement des Gilets jaunes. En effet, le nombre de bénéficiaires de la prime d’activité s’élargit et son montant augmente jusqu’à 90 euros par bénéficiaire. Ainsi, le nombre de bénéficiaires augmente de 25 % sur un an et le montant total versé de 44 %. En outre, les prestations liées aux minima sociaux progressent de + 4,7 %. En particulier, l’Allocation aux adultes handicapés et le Revenu de solidarité active sont revalorisés en 2019.

En revanche, le nombre de bénéficiaires de l’assurance chômage baisse de 7 % du fait de la diminution du nombre d’inscrits à Pôle emploi. Le montant des prestations versées à ce titre diminuent alors de 2,2 % en 2019 (après +3,9 % en 2018).

Par ailleurs, les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) progressent en 2019 de 8,4 %, portées par la forte augmentation des dépenses exécutées auprès des professionnels de santé libéraux (+ 14 % en 2019).

### 3. L'emploi salarié privé particulièrement dynamique en 2019

Évolution de l'emploi salarié



Note : Données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.  
 Champ : Emploi salarié total et emploi privé, régional et France hors Mayotte.  
 Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee.

### L'accélération du pouvoir d'achat stimule la consommation des ménages

À La Réunion, la consommation des ménages est de loin le premier moteur de la croissance (+ 1,6 point - *figure 4*). Elle progresse deux fois plus vite qu'en 2018 (+ 2,5 % en 2019 après + 1,1 % en 2018), sous l'effet d'un pouvoir d'achat dynamique. Les biens consommés étant en grande partie importés, cette hausse de la consommation des ménages se traduit par une forte augmentation des importations (+ 2,8 % après + 0,1 %). En 2019, les ménages ont acheté davantage de biens d'équipement, comme l'illustre la hausse des immatriculations de voitures neuves (+ 6,8 %).

Les dépenses de consommation des administrations publiques progressent plus rapidement qu'en 2018 (+ 2,3 % après + 1,5 %). Elles constituent ainsi le deuxième moteur de la croissance en 2019. Principale composante de cette dépense, les rémunérations des agents de la fonction publique augmentent de 2,1 %, du fait de la revalorisation des carrières (initialement prévue en 2018 et reportée en 2019), ainsi que de recrutements du ministère de l'Éducation nationale (dédoublage des classes pour certains niveaux).

### Un investissement contrasté

En 2019, l'investissement accélère (+ 2,1 % après + 1,3 %), mais reste en deçà de la dynamique 2014-2017 (+ 5 % en moyenne). L'investissement dans la construction est particulièrement contrasté. D'une part, l'investissement public recule du fait du ralentissement du chantier de la Nouvelle route du littoral. D'autre part, l'investissement privé est bien orienté, avec notamment des crédits à l'habitat des ménages en forte hausse (+ 6,6 %) dans un contexte de taux historiquement bas.

Dans le même temps, l'investissement en biens d'équipement est très dynamique en 2019 : il bondit de + 9,8 % en valeur, comme en témoigne la hausse des importations. En effet, les importations se redressent (+ 4,3 % après + 0,8 %) : les importations de biens manufacturés, qui représentent les deux tiers des importations totales, progressent de 5,6 %.

En 2019, le nombre d'autorisations de construire des logements continue à baisser à La Réunion. Il se retrouve à son niveau le plus bas depuis 2009. Les démarrages de chantier augmentent de 3 % par rapport à l'année précédente. Le niveau de construction atteint reste toutefois bas, avec seulement 6 900 logements commencés. Dans le parc locatif social neuf, les financements, les mises en chantier et les livraisons reculent. De même, les financements et les démarrages de réhabilitation de logements sociaux diminuent. Seules les mises en service de logements réhabilités augmentent légèrement.

### 4. La consommation, moteur de la croissance en 2019

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

|  | 2019(e)<br>en milliards d'euros | Évolution 2018/2019 |            |            | Contribution à la croissance<br>en points |
|--|---------------------------------|---------------------|------------|------------|---|
|  |                                 | Volume              | Prix       | Valeur     |   |
|  |                                 | en %                |            |            |   |
| <b>Produit Intérieur Brut</b>              | <b>19,66</b>                    | <b>2,2</b>          | <b>0,5</b> | <b>2,7</b> | <b>2,2</b>                                |
| Consommation des ménages                   | 12,40                           | 2,5                 | 0,6        | 3,1        | 1,6                                       |
| Consommation des administrations publiques | 7,65                            | 2,3                 | 0,4        | 2,7        | 0,9                                       |
| Investissement                             | 4,31                            | 2,1                 | 1,1        | 3,3        | 0,5                                       |
| Importations                               | 5,48                            | 2,8                 | 1,5        | 4,3        | -0,8                                      |
| Exportations                               | 0,54                            | 7,4                 | 0,0        | 7,5        | 0,2                                       |
| Dépense des touristes                      | 0,38                            | - 5,6               | 1,1        | - 4,5      | -0,1                                      |

(e) estimation.  
 Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) - comptes régionaux définitifs jusqu'en 2016 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2017-2019).

### Des importations et exportations très dynamiques

Malgré des exportations dynamiques (+ 7,4 %), le déficit de la balance des biens et services se creuse et pèse négativement sur la croissance (- 0,6 point). En 2019, La Réunion a importé 5,3 milliards d'euros de biens et en a exporté 361 millions (y compris les produits placés sous entrepôt douanier – *figure 5*). Ces importations progressent de 4,3 % en valeur, portées notamment par les importations de biens d'équipement ménagers et professionnels.

Les exportations de biens augmentent aussi, de 11 %, tirées par des ventes de biens d'équipement. Si la métropole reste le principal fournisseur et client de La Réunion, l'Asie et l'Union européenne sont des partenaires privilégiés.

#### 5. Les exportations augmentent de 11 %

Répartition des importations et exportations à La Réunion en 2019

|  | 2019                | Part       | Évolution      |
|--|---------------------|------------|----------------|
|  | en millions d'euros | en %       | 2019/2018 en % |
| <b>Ensemble des importations</b>                           | <b>5 272</b>        | <b>100</b> | <b>4,4</b>     |
| Biens de consommation non durables                         | 1 641               | 31         | 4,2            |
| Biens d'équipement   | 1 561               | 30         | 7,6            |
| Biens intermédiaires                                       | 1 037               | 20         | 2,5            |
| Énergie  | 564                 | 11         | -2,6           |
| Biens de consommation durables                             | 304                 | 6          | 8,7            |
| Produits agricoles, sylvicoles                             | 123                 | 2          | 6,1            |
| Autres produits  | 42                  | 1          | 8,2            |
| <b>Ensemble des exportations (y.c entrepôts douaniers)</b> | <b>361</b>          | <b>100</b> | <b>11,4</b>    |
| Biens de consommation non durables                         | 212                 | 59         | 1,8            |
| Biens d'équipement   | 78                  | 22         | 46,5           |
| Biens intermédiaires                                       | 28                  | 8          | 21,1           |
| Biens de consommation durables                             | 5                   | 1          | 4,6            |
| Autres produits  | 37                  | 10         | 9,4            |

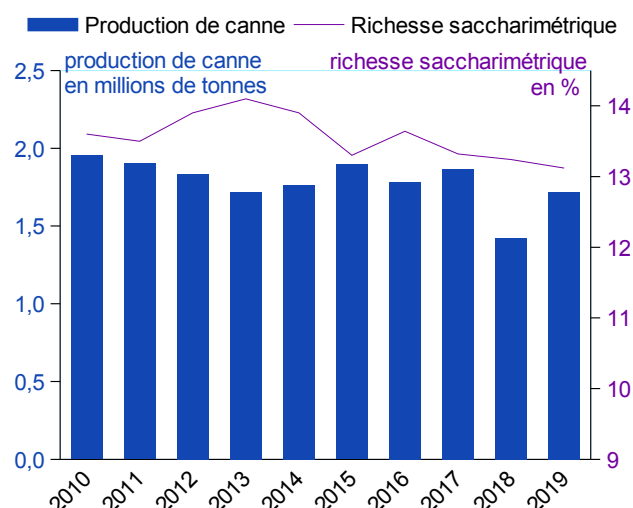
1. Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles.  
Source : Douanes.

### L'agriculture réunionnaise à la relance

Après un exercice 2018 particulièrement éprouvant, l'année 2019 est celle du retour vers un cours plus normal de l'activité agricole (*figure 6*). La production agricole est en hausse de 4 % et atteint 443 millions d'euros. La stabilité du coût des matières premières bénéficie à la valeur ajoutée brute dégagée par l'agriculture, en hausse de 6,6 %. La production végétale augmente, tirée principalement par la canne à sucre qui reste prépondérante avec 1,72 millions de tonnes broyées pour une valeur de 138 millions d'euros en 2019. La production animale s'accroît également, portée par une filière volailles très dynamique. ■

#### 6. Canne à sucre : une campagne 2019 en demi-teinte

Tonnage de canne récoltée et richesse en sucre à La Réunion



Source : Daaf Réunion, Agreste.

## Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire.

Une grandeur économique peut se mesurer de deux façons différentes : en prix courants, c'est-à-dire **en valeur**, ou en prix constants, c'est-à-dire **en volume**. Pour mesurer la croissance économique, on s'intéresse aux variations du PIB en volume, c'est-à-dire abstraction faite de la variation des prix.

Trois déflateurs sont principalement utilisés pour tenir compte des évolutions de prix :

- **l'indice des prix à la consommation** : c'est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante.

- les **prix de la dépense de consommation finale des ménages**. Ce déflateur s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. En outre, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation, alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé.

- les **prix du PIB** : c'est le déflateur du PIB, qui synthétise les évolutions de prix de toutes les composantes du PIB (consommation finale des ménages, des administrations, investissements, exportations et importations, etc.). (cf. l'encadré de l'*Insee Première* n°1554).

Le **revenu disponible brut des ménages (RDBM)** est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS, etc.).

Un **chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)** est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois

précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois. Le **taux de chômage au sens du BIT** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage) parmi les personnes âgées de 15 ans ou plus.

Jusqu'en 2017, les **estimations trimestrielles d'emploi (ETE)** publiées au niveau régional portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Dorénavant, le champ des ETE localisées est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les évolutions sont mesurées sur l'ensemble de l'année n, c'est-à-dire entre le 4<sup>e</sup> trimestre de l'année n-1 et le 4<sup>e</sup> trimestre de l'année n.

## Méthodologie

### Des données en base 2014

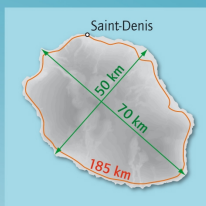
Pour la France, les indicateurs présentés sont issus des comptes nationaux annuels en base 2014. Pour La Réunion, les indicateurs sont issus des comptes régionaux annuels en base 2014 : il s'agit de comptes définitifs annuels jusque 2015, puis d'estimations issues du modèle Tablo pour les années 2016 à 2018.

### Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle Tablo utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le Tableau des entrées-sorties (TES) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.





Le partenariat pour les Comptes économiques rapides pour l’Outre-mer (CEROM) réunit, depuis 2004, les Instituts d’émission (IEDOM-IEOM), l’Agence française de développement (AFD), et les instituts de statistique intervenant dans les Départements et Collectivités d’Outre-mer : l’Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l’Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie (ISÉE), l’Institut de la statistique de Polynésie française (ISPF).

Il a pour objectifs l’élaboration des comptes rapides, la modélisation de l’évolution des économies et la publication d’analyses macro-économiques ou thématiques sur les départements et collectivités d’Outre-mer.

Les comptes économiques rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l’année écoulée. Il ne s’agit donc pas d’un compte définitif. Les estimations pourront faire l’objet d’une révision lorsque la totalité des données de l’année seront connues.

#### Dernières études thématiques menées dans le cadre du partenariat Cerom à La Réunion :

- [L’impact économique immédiat de la crise sanitaire liée au Covid-19 à La Réunion](#), mai 2020 ;
- [10 ans après la crise de 2007-2008 - Pauvreté et inégalités de revenus reculent à La Réunion](#), novembre 2019 ;
- [10 ans après la crise de 2007-2008 - L’emploi public influe fortement sur la dynamique du marché du travail réunionnais](#), novembre 2019.



**Directeur de la publication :** Aurélien Daubaire

**Rédaction en chef :** Julie Boé

**Rédacteur :** Sébastien Seguin

**Contributeurs :** Daniel Ah-Son, Caroline Coudrin (Deal), Ourida Cherchem, Michel Hoareau (Deal), Anne Jonzo, François Letoublon (Daaf de La Réunion), Nathalie Poleya, Gaëlle Rabaey, Sandrine Sui-Seng

**Éditeur :** IEDOM

**Achévé d’imprimer en Juin 2020**

**Dépôt légal :** ISSN 2114-0456